

Vie de la recherche

Les transitions écologiques à Cerisy

Catherine Larrère¹, Raphaël Larrère², avec la collaboration de Nicolas Bouleau³

¹ Philosophe, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR10, 75231 Paris cedex 05, France

² Agronome et sociologue, Inra, 75007 Paris, France

³ Mathématicien, École des Ponts ParisTech, 77455 Marne-la-Vallée cedex 2, France

Keywords:

catastrophisme ;
collapsologie ;
anthropocène ;
sobriété ; inégalités
sociales et
environnementales ;
décroissance

Résumé – Cet article est une présentation critique des débats qui ont traversé le colloque qui s'est tenu au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle du 30 juin au 10 juillet 2015. Il s'intitulait « Quelles transitions écologiques ? ». Un système qui suppose une croissance illimitée ne peut s'accommoder d'une Terre aux ressources limitées. Il convient donc d'imaginer une société sans croissance, surtout si l'on prend en compte la nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Tel fut le consensus de départ. Mais comment interpréter l'évolution en cours ? S'agit-il d'une crise, d'une transition ou d'un processus catastrophique ? Prendre la mesure des menaces que les dynamiques économiques, technologiques, sociales et démographiques font peser sur l'habitabilité de la planète suppose-t-il un nouveau grand récit catastrophiste donnant sens à l'histoire ? Faut-il au contraire songer que nous sommes confrontés à une pluralité d'histoires possibles entre lesquelles il nous reste la liberté de choisir ? Ainsi la discussion ne porta pas uniquement sur les menaces écologiques, mais sur les enjeux politiques et sociaux : justice, égalité, démocratie.

Keywords:

catastrophism;
collapsology;
anthropocene;
sobriety; social and
environmental
inequality; degrowth

Abstract – Ecological transitions at Cerisy. This paper proposes to review the debates which took place at the conference on "Ecological transitions" held at the Cerisy-la-Salle International Center from 6/30 to 7/10 2015. The common belief was that no exponential growth can go on forever in a finite world, so that we need to envision a no growth society, especially when drastic reductions in carbon emissions are required. The discussion revolved around how to understand the ongoing process and the relevance of the category of catastrophe for such an understanding. Are we speaking about an inescapable catastrophe or do we refer to catastrophe in order to avoid it? What are the connections between crisis, catastrophe and transition? In order to assess the ways in which economic, technological, social and demographic dynamics threaten our ability to inhabit the Earth, do we need a new great narrative, a catastrophic one? Or can we go on thinking that we still have the choice between a plurality of lives? Hence the discussion was not only about ecological threats but also about what is socially and politically at stake, i.e. justice, equality, democracy.

Comme l'ont expliqué les organisateurs du colloque qui s'est tenu au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle du 30 juin au 10 juillet 2015 consacré aux « transitions écologiques¹ » – et cette interprétation semble avoir trouvé un assez large consensus –, la notion même de transition a pour vocation de prendre le relais du développement durable. Il n'est en effet plus possible de croire en les vertus du développement durable et, bien que tout

un chacun s'en soit réclamé, son échec a déçu tous les espoirs que l'on pouvait avoir fondés en lui au début des années 1990. L'environnement n'a cessé de se dégrader, l'érosion de la biodiversité se poursuit et les émissions de gaz à effet de serre se sont considérablement accrues. Les inégalités économiques et sociales n'ont cessé de se creuser, tant à l'intérieur des États qu'entre les pays développés (ou émergents) et les autres. La croissance demeure la

Auteur correspondant : R. Larrère, larrere.raphael@orange.fr

¹ Colloque « Quelles transitions écologiques ? » dirigé par Dominique Bourg, Alain Kaufmann et Dominique Méda. Voir l'encadré « Liste des intervenants ». Vient de paraître en 2016 aux Éditions Les petits matins/Institut Veblen, un ouvrage, sous la direction de Dominique Bourg, Alain Kaufmann et Dominique Méda, intitulé *L'âge de la transition. En route pour la reconversion écologique*.

priorité de tous les gouvernements (même de ceux qui s'étaient dotés de politiques environnementales), mais elle est en berne – certes de façon inégale – et le capitalisme éprouve les pires difficultés à sortir de la crise dans laquelle l'ont plongé (à la fin des années 2000) les spéculations de la finance internationale. À partir du constat que les choses ne peuvent plus continuer selon le cours qu'elles ont pris depuis quelques décennies, il apparaît nécessaire de prendre congé du développement durable et même de tout développement dès lors qu'il est assimilé à une croissance continue et sans limite².

Les limites ou l'effondrement catastrophique ?

Du constat que la capacité de charge de la planète est saturée, et qu'un système qui suppose une croissance illimitée ne peut s'accommoder d'une Terre aux ressources limitées, se déduit certes qu'il convient d'imaginer une société sans croissance – et même en décroissance, si l'on prend en compte la nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Mais comment interpréter le processus en cours ? S'agit-il d'une crise globale susceptible de conduire à une catastrophe planétaire ou d'un effondrement qui aura nécessairement des effets catastrophiques ? Un consensus se dégage pour considérer qu'il ne s'agit pas d'une simple crise – épisode de graves perturbations que tout système peut cependant surmonter s'il parvient à s'adapter. Certes, le capitalisme mondialisé subit une crise profonde, mais au cours de son développement, il en a connu bien d'autres et y a même trouvé des occasions de rebondir. La singularité de la crise actuelle est qu'elle confronte le capitalisme à une limitation des ressources naturelles et des capacités d'absorption de la Terre qui ébranle ses fondements. L'horizon est nécessairement la fin de ce système qui suppose une croissance indéfinie des activités économiques. Au travers de crises sectorielles (et/ou locales) et de catastrophes économiques, sociales et politiques, il devra laisser place à une autre façon d'inscrire l'ensemble de nos activités dans un monde définitivement saturé. Le processus en cours est donc un processus catastrophique au double sens qu'il aboutira à un désastre et qu'il s'accélère. Bref, nous allons « droit dans le mur » et nous appuyons sur l'accélérateur ! On peut en rester à ce constat, comme certains intervenants, en estimant que l'issue catastrophique pourrait être évitée si l'on parvenait à concevoir et imposer un autre système économique et social et une autre dynamique technologique conduisant à des rapports plus sains à l'environnement. Il

² Cette interprétation suppose, remarquons-le, que le développement durable fut un projet. On est en droit de considérer que ce n'en fut pas un, mais une méthode permettant d'élaborer des politiques, et d'évaluer des activités et des trajectoires.

convient donc de s'engager dans une transition en direction d'une autre façon d'habiter la Terre, dont on peut déjà saisir les caractéristiques d'ensemble et dont il faudra préciser les modalités. D'autres intervenants considèrent plus radicalement que nous sommes confrontés à un effondrement des bases mêmes de la modernité, que ce processus est irréversible, et que la catastrophe est inévitable.

Or, il ne s'agit pas de la même transition selon la façon dont on interprète la situation. Certes, il s'agit dans les deux cas d'une transition vers une société sans croissance et néanmoins équitable et prospère, mais, comme l'a rappelé un intervenant lors du colloque dont il est question ici (voir la liste des participants en encadré), il faut distinguer ceux qui entendent y parvenir en ménageant les transitions et qui espèrent donc que l'on pourra se donner les moyens d'améliorer progressivement l'état des choses ; et ceux (dont lui) qui estiment que l'effondrement en cours est unique dans l'histoire de l'humanité et qu'il faut en appeler à une « transition en catastrophe », c'est-à-dire à une rupture. Il y a donc une transition qui anticipe des menaces certaines et l'éventualité d'une catastrophe à venir, afin de penser aux moyens de les éviter. Et une transition qui entend s'adapter à un effondrement inévitable et déjà à l'œuvre.

Pour justifier cet effondrement qui vient, Pablo Servigne et Raphaël Stevens (dans un récent ouvrage) avancent l'argumentation suivante : « Aujourd'hui, nous sommes sûrs de quatre choses : 1) la croissance physique de nos sociétés va s'arrêter dans un futur proche ; 2) nous avons altéré l'ensemble du système-Terre de manière irréversible (en tout cas à l'échelle géologique des humains) ; 3) nous allons vers un avenir très instable, "non linéaire", dont les grandes perturbations (internes et externes) seront la norme, et 4) nous pouvons désormais être soumis potentiellement à des effondrements systémiques globaux³ ». Ce sont les mêmes convictions qui ont animé les discours catastrophistes à Cerisy.

À l'idée de transition, ils substituent ainsi celle de rupture, et mobilisent pour cela l'hypothèse de l'anthropocène qui, depuis sa formulation par Paul Crutzen et Eugène Stoermer en 2000, a connu un succès considérable⁴. Insistant sur le fait qu'il s'agit là d'une rupture à

³ Servigne P., Stevens R., 2015. *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, p. 129-130.

⁴ Dans leur article « The Anthropocene » (*IGPB Newsletters*, n° 41, 2000, p. 17), Paul Crutzen et Eugène Stoermer écrivent ainsi : « Considérant [...] l'importance croissante des impacts des actions humaines sur terre et dans l'atmosphère, à une échelle globale, il nous a semblé plus qu'approprié de mettre l'accent sur le rôle central de l'humanité en géologie et en écologie en proposant d'utiliser le terme "anthropocène" pour l'époque géologique en cours ».

Liste des intervenants au colloque « Quelles transitions écologiques ? »**Christian Arnsperger** (économiste, professeur, Université de Lausanne)**Philippe Bihoux** (ingénieur centralien)**Nicolas Bouleau** (mathématicien, enseigne l'épistémologie et la philosophie des sciences, Université Paris-Est)**Dominique Bourg** (philosophe, professeur, Université de Lausanne)**Aurélien Boutaud** (science et génie de l'environnement, consultant)**Alice Canabate** (sociologue, docteure, Université Paris-Descartes)**Isabelle Cassiers** (économiste, professeur, Université catholique de Louvain)**Lucas Chancel** (économiste, maître de conférences, Sciences Po Paris)**Yves Cochet** (ancien ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, ancien député écologiste européen)**Denis Couvet** (écologue, professeur, Muséum national d'histoire naturelle)**Robyn Eckersley** (professor of political science, University of Melbourne)**Augustin Fragnière** (philosophe, postdoctorant, Université de Washington)**Gaël Giraud** (chef économiste de l'Agence française de développement)**Natacha Gondran** (management environnemental, maître-assistante, École des Mines de Saint-Étienne)**Alain Grandjean** (économiste, polytechnicien, cabinet de conseil Carbone 4)**Jean-Marie Harribey** (économiste, co-président du conseil scientifique d'Attac)**Claude Henry** (professeur de développement durable, Sciences Po Paris et Université Columbia, New York)**Gérald Hess** (philosophe, maître d'enseignement et de recherche, Université de Lausanne)**Jean-Charles Hourcade** (économiste, directeur de recherches, CNRS)**Pierre-Benoît Joly** (économiste et sociologue, directeur de recherches, Inra)**Wojtek Kalinowski** (co-directeur de l'Institut Veblen)**Anousheh Karvar** (haut fonctionnaire chargée d'évaluation des politiques publiques)**Alain Kaufmann** (sociologue, directeur de l'Interface sciences-société, Université de Lausanne)**Catherine Larrère** (philosophe, professeur émérite, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)**Sylvain Lavelle** (philosophe, enseignant-chercheur, ICAM Paris-Sénart)**Caroline Lejeune** (sciences politiques, doctorante, Université Lille 2)**Fabien Locher** (historien, chargé de recherches, CNRS)**Dominique Méda** (sociologue, professeure, Université Paris-Dauphine)**Alain Papaux** (juriste et philosophe, professeur, Université de Lausanne)**Corine Pelluchon** (philosophe, professeur, Université de Franche-Comté)**Bernard Perret** (ingénieur et socioéconomiste, membre du Conseil général de l'environnement et du développement durable)**Victor Petit** (philosophe, chargé de recherches, Université technologique de Troyes)**Dominique Plihon** (économiste, professeur émérite, Université Paris-Nord)**Antonin Pottier** (mathématicien et économiste, post-doctorant, Mines ParisTech)**David Schlosberg** (professor of environmental politics, University of Sydney)**Luc Semal** (science politique, maître de conférences, Muséum national d'histoire naturelle)**Agnès Sinaï** (journaliste environnementale, enseignante, Science Po Paris)**Graham Smith** (professor of politics, University of Westminster, London)**Pierre Stadius** (sciences de l'éducation, maître de conférences, Université de Franche-Comté)**Mathilde Szuba** (science politique, maître de conférences, Sciences Po Lille)**Bruno Villalba** (science politique, professeur, AgroParisTech)**Kerry H. Whiteside** (professeur de sciences politiques, Franklin and Marshall College, États-Unis)Pour en savoir plus sur leurs interventions : <http://www.ccic-cerisy.asso.fr/transitionsecologiques15.html>

l'échelle des temps géologiques, ce qui fut au départ une hypothèse devient, dans l'interprétation qui prend l'effondrement comme référence, le concept susceptible d'expliquer la situation dont nous avons hérité. À la proposition selon laquelle l'anthropocène aurait débuté à la fin du XVII^e siècle avec l'invention de la machine à vapeur (qui a conduit à l'industrialisation précoce des pays occidentaux) est préférée celle d'une accélération exponentielle des activités économiques et de leur impact sur le système Terre depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale⁵. C'est ainsi que l'un des organisateurs du colloque affirme : « il y a une extraordinaire contraction du futur ». Même si l'on parvenait à réduire rapidement, et de manière drastique, le gaspillage énergétique et les émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique est en cours : il se poursuivra quoi que nous fassions, parce qu'il résulte des émissions passées et qu'à l'holocène a succédé l'anthropocène dans lequel il va falloir apprendre à vivre.

Nous qualifierons de réformiste (même s'il s'agit d'une réforme qui se veut radicale) le point de vue qui revient à se préoccuper de ce que pourrait être un système économique et social susceptible d'éviter le désastre. La position qui prend la catastrophe pour inévitable sera souvent qualifiée de catastrophiste : ceux qui l'adoptent se présentent eux-mêmes comme catastrophistes, mais nous les qualifierons aussi de collapsologues, car ce qui est, pour eux, en cause est bien un effondrement.

Il s'agit là d'attracteurs ayant structuré les débats pendant le colloque de Cerisy, et non de positions partisans, si bien que de nombreuses interventions ont pu se situer dans l'entre-deux (ou passer, avec ou sans transition, de l'une à l'autre). Enfin, certaines interventions sont même restées ouvertement à l'écart des champs de ces deux attracteurs.

L'adieu à la croissance⁶

Le capitalisme suppose le déni de la finitude : les désirs des individus sont illimités et les ressources indispensables à la production nécessaire pour les satisfaire sont de même illimitées. La croissance est conjointement ce qui dope le système économique et ce qui garantit la paix sociale. Or, il n'est plus possible de tabler sur des

ressources illimitées et sur la capacité de la planète à absorber une quantité croissante d'effluents, de déchets et d'artefacts.

Sans doute dispose-t-on encore de ressources non renouvelables considérables, mais les meilleurs gisements étant en cours d'épuisement, elles sont de moins bonne qualité (en particulier pour les métaux) et de plus en plus difficilement accessibles (on remarque ainsi qu'il suffit encore de 3 barils de pétrole pour en produire 100 en Arabie Saoudite, contre 20 sur les plates-formes off shore et 35 pour les schistes bitumineux que l'on commence à exploiter). Plus on extrait, plus on rejette de CO₂ afin d'extraire.

En outre, la croissance économique s'accompagne de la progression des émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qui explique que celles des pays riches sont déjà 5 fois supérieures au seuil qu'il conviendrait d'atteindre pour éviter un réchauffement supérieur à 2 °C d'ici la fin du XXI^e siècle. Or, le PIB mondial a été multiplié par 3 depuis 1970 et, en dépit d'une diminution (de 40 % en moyenne) des émissions par unité de PIB, la quantité de CO₂ rejetée dans l'atmosphère a été multipliée par 1,9 ! Si l'ensemble des économies avait en moyenne une croissance de 2 % par an, le PIB mondial serait multiplié par un facteur de 7,3 en cent ans ! Il serait alors impossible de parvenir au niveau de concentration atmosphérique de gaz carbonique requis pour éviter un réchauffement catastrophique.

Il n'y a donc d'autre solution possible que d'abandonner l'addiction de l'économie mondiale à la croissance, d'imaginer une économie sans croissance et de la mettre progressivement en place, ce dont il a été amplement question lors du colloque de Cerisy (principalement, mais pas uniquement, de la part de ceux qui adoptent une position réformiste). En préalable, il conviendrait de cesser d'évaluer les performances économiques des différents pays par un PIB qui sert de guide à l'action des gouvernements. Ont donc été discutées les vertus respectives des différents indicateurs alternatifs proposés – de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Bonheur national brut inventé par le Bhoutan (en passant par les suggestions de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, de Patrick Viveret, Dominique Méda et Bernard Perret ainsi que de la Commission Stiglitz/Sen/Fitoussi). Plusieurs intervenants ont brossé à grands traits les principes d'une telle économie. Sans entrer dans les détails, disons que les objectifs en seraient :

- De renforcer les activités qui ont pour finalité de fournir des biens et des services non marchands. Il s'agit bien sûr des biens et des services naturels (les milieux, les paysages et les « services écosystémiques » qu'ils rendent gratuitement aux humains et aux non-humains qui en dépendent). Mais il s'agit aussi de la santé, de la

⁵ D'où les nombreuses références à l'article de Steffen W., Grinevald J., Crutzen P., McNeill J., 2011. Anthropocene: conceptual and historical perspectives, *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 369, 842-867, doi:10.1098/rsta.2010.0327.

⁶ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jean Gadrey (qui a inspiré plusieurs interventions) : *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire* (2010, Paris, Alternatives économiques/Les petits matins).

sécurité (et en particulier de la protection contre les risques naturels ou technologiques), de l'éducation, etc. Cela suppose conjointement de revaloriser les services publics, de protéger la nature et de renforcer les nombreuses expériences d'économie solidaire.

- De prendre congé du productivisme, pour orienter l'agriculture et l'industrie vers la qualité des denrées alimentaires et des biens naturels (l'eau, l'air, les paysages), pour une plus longue durée de vie des artefacts et leur facilité de réparation et de recyclage.

- De relocaliser les activités productives afin de favoriser les échanges de proximité : le transport des marchandises, des facteurs de production et des denrées alimentaires dans une économie mondialisée étant à l'origine d'importantes émissions de gaz à effet de serre.

- De redonner à l'État une fonction de cadrage stratégique et de régulation des activités économiques. Cela lui permettrait, en particulier, de cesser de subventionner (ce que font tous les gouvernements) l'extraction des ressources non renouvelables, pour consacrer les sommes économisées de la sorte au développement des connaissances et des innovations techniques concernant les ressources renouvelables.

Ont été enfin évoqués les mesures réglementaires, les dispositifs fiscaux et les modalités alternatives de financement qui seraient à même d'assurer la transition vers une économie stationnaire ou décroissante. Mais les conditions politiques et institutionnelles de l'adoption d'une telle transition n'ont guère été discutées, sinon pour déplorer que tous les gouvernements aient pour priorité de retrouver la croissance dès que celle-ci faiblit.

Remarquons cependant que le capitalisme est un système d'une grande plasticité, pourvu de capacités d'adaptation et de réactions immunitaires d'une telle efficacité qu'il est fort capable de perdurer en dépit de l'altération du système planétaire, du réchauffement climatique et de la limitation des ressources. Comme l'apprend l'histoire du pétrole (tout au long de laquelle on n'a cessé d'anticiper un épuisement des gisements disponibles⁷), il peut s'employer à repousser les limites en intensifiant l'extraction d'énergie fossile (par exemple, le gaz de schiste). Mais il peut aussi les contourner en investissant dans des énergies de substitution (nucléaire, éolienne et hydrolienne, solaire...) ou en développant des technologies économes en énergie ou ayant peu d'impact sur l'environnement (les *cleantech*). C'est même ce qu'il s'emploie (modestement) à faire. Supposons d'ailleurs que le PIB soit le « centre de gravité » de l'économie capitaliste. Sans croissance, ce centre de gravité est stationnaire. Mais cela ne signifie nullement que l'économie l'est dans son ensemble : des secteurs vont progresser, quand d'autres régresseront et s'effondreront.

⁷ Voir Auzanneau M., 2015. *Or noir. La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte.

Les intervenants n'ont pas manqué de relever les limites et de dénoncer les illusions d'une croissance verte comme « nouvelle frontière » du capitalisme. La substitution est sans doute souhaitable dès lors qu'elle s'adresse à des énergies renouvelables, mais si l'on entend maintenir la croissance, elle exigera des quantités considérables de métaux et de terres rares qui poseront des problèmes de disponibilité croissants.

On a fait croire, pour diminuer les pollutions et les émissions de CO₂, aux effets bénéfiques des marchés de droits à polluer, à partir de l'expérience du marché des droits d'émission de dioxyde de soufre aux États-Unis. C'est ce que l'on appelle le *free-market environmentalism*. Grâce à ce dispositif (dont l'objectif était de lutter contre les pluies acides qui conduisent à un dépérissement des peuplements forestiers), les émissions de SO₂ ont diminué de 40 % entre 1990 et 2000. Mais, dans le même temps, l'Union européenne a diminué les siennes de 70 % par des mesures classiques, réglementaires et étatiques⁸.

Quelle politique ?

Il est aisé de constater que les pouvoirs publics de nos pays occidentaux se révèlent peu soucieux d'anticiper la nécessité de prendre congé de la croissance et d'envisager de limiter l'exploitation de la nature. On invoque de multiples raisons imbriquées pour expliquer cette incapacité. La mondialisation, la déréglementation des échanges commerciaux, des transactions financières et l'évasion des capitaux en direction de paradis fiscaux, ont érodé les capacités d'intervention des États, désormais impuissants à réguler et orienter les activités économiques. Le néolibéralisme étant devenu, de ce fait, l'horizon indépassable de la plupart des partis politiques (qu'ils soient conservateurs ou prétendument socio-démocrates), il rend les gouvernants plus sensibles aux indicateurs boursiers et aux pressions des lobbies qu'à la justice sociale et environnementale. En raison de l'augmentation de la productivité du travail (gage de compétitivité), les pays industrialisés ne parviennent à maintenir l'emploi que par la croissance de leur PIB (il faudrait un minimum de 2 % de croissance annuelle pour réduire le chômage). Se mobiliser pour retrouver la croissance, lorsque celle-ci est en berne, permet aux gouvernants de préserver la paix sociale sans heurter les intérêts industriels et financiers qu'ils servent. On s'interroge enfin sur l'impuissance des démocraties représentatives à prendre en compte le long terme : pour les représentants du peuple, mieux vaut se faire réélire que d'indisposer leur électorat par des mesures draconiennes nécessairement impopulaires.

⁸ Voir Feydel S., Bonneuil C., 2015. *Prédation. Nature, le nouvel eldorado de la finance*, Paris, La Découverte.

Un débat a même porté sur la possibilité, pour un système politique conçu pour garantir les libertés, de s'engager dans une transition en direction d'une société contrainte à ne plus considérer les ressources naturelles illimitées. L'une des caractéristiques des démocraties occidentales est, en effet, d'accorder une grande liberté de choix entre les styles de vie auxquels peuvent accéder les individus, ainsi que la liberté d'entreprendre toute activité sans ingérence étatique. La fin de l'illusion d'un choix illimité réduit le champ des possibles et conduirait ainsi, pour les collapsologues, à une sorte de « contraction démocratique ». C'est ce qui expliquerait aussi les réticences des démocraties représentatives à prendre les mesures indispensables pour éviter l'effondrement du système. Mais on peut opposer à cette conception négative (et quasiment libertarienne) de la liberté comme simple liberté de choix, une conception de la liberté comme absence de domination. De ce point de vue (défendu en particulier par Phillip Pettit⁹), les atteintes les plus graves à la liberté sont celles qui font dépendre des individus d'un pouvoir arbitraire. Or, il en est ainsi chaque fois que ceux qui risquent d'être affectés par une décision (ou une absence de décision) qui les concerne au premier chef n'ont eu aucune part à celle-ci. Il est donc conforme à cette conception de la liberté qu'une démocratie impose des mesures portant atteinte à la liberté de choix et à la liberté d'agir, dès lors qu'elle le fait de façon non arbitraire et qu'elle permet aux citoyens concernés de contrôler et de contester ses décisions. C'est ce qu'ont rappelé certains intervenants qui, à la suite d'Amartya Sen et de Martha Nussbaum¹⁰, définissent la liberté à partir des « capacités » de base que tout individu peut revendiquer et dont il devrait pouvoir disposer. Ayant pour mission d'assurer la coexistence des « capacités » (et donc celle des libertés), un pouvoir démocratique peut limiter certaines libertés individuelles au nom du bien commun, sans que cela soit liberticide. Sans se corrompre, la démocratie représentative peut fort bien s'engager dans une transition et modifier le cours des choses. Ce qui rend impotentes la plupart d'entre elles, c'est la confiscation du pouvoir démocratiquement élu par une oligarchie politico-financière qui interdit de remettre en cause le *business as usual*.

⁹ Phillip Pettit développe sa théorie de la liberté comme non-domination en particulier dans *Republicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement* (2004, Paris, Gallimard, traduit de *Republicanism. A theory of freedom and government*, 1999, Oxford University Press).

¹⁰ Sen A., 1985. *Commodities and capabilities*, Oxford, Elsevier Science Publishers ; Sen A., 2002. *Éthique et économie*, Paris, PUF (trad. : S. Marnat) ; Nussbaum M., 2012. *Capabilités. Comment créer un monde plus juste*, Paris, Flammarion (trad. S. Chavée).

Un nouveau mode de vie : vers une sobriété heureuse ?

Que l'on ait plus ou moins confiance dans les capacités de la démocratie représentative à faire face au processus qui, pour les uns, pourrait bien aboutir à une catastrophe et, pour les autres, est un effondrement en acte, se pose la question des moyens susceptibles d'imposer une transition (ou une rupture) sans arbitraire et sans autoritarisme. On peut ainsi aspirer à des innovations institutionnelles susceptibles de donner la parole à ceux qui sont sans voix : les générations futures (mais aussi les non-humains qui seront tout aussi vulnérables que les humains). On peut aussi insister (c'est en particulier le cas des collapsologues) sur la nécessité de corriger les insuffisances des procédures électorales, soit par une conception agonistique de la politique, soit plus encore par la multiplication d'initiatives citoyennes mettant en œuvre des démarches de démocratie participative et inaugurant ce que pourrait être une adaptation à l'inévitable catastrophe globale.

D'où l'intérêt porté à un ensemble d'expériences radicales, qu'il s'agisse du mouvement des villes en transition (et des initiatives qui s'en sont plus ou moins inspirées) ou de la nébuleuse d'expériences ouvertement contestataires de l'ordre social qui se sont diffusées en marge des manifestations d'occupation de l'espace public par les « indignés » (Espagne et Portugal) ou par le « mouvement des places » en Grèce. Faisant preuve d'une grande ingéniosité dans leur façon de « faire des trucs qui changent le monde¹¹ », les villes en transition mobilisent des citoyens qui entendent vivre mieux, tout en ayant un mode de vie moins dépendant des énergies fossiles. Dans son ensemble, le mouvement privilégie les initiatives concrètes et refuse la conflictualité pour susciter plus aisément l'engagement. À l'inverse, les initiatives issues des mouvements de protestation contre l'austérité imposée aux pays du sud de l'Europe sont ouvertement contestataires. En dépit de leurs différences, ces expériences relèvent toutes des mêmes principes : coopération et solidarité, sobriété du mode de vie, autogestion. Les décisions, largement débattues, imaginent de nouveaux modes de consommation (privilégiant les produits locaux, favorisant les moyens de transport économes en énergie non renouvelable), le réinvestissement des friches urbaines, des toits plats et des terrains vagues périurbains par la permaculture (ou le maraîchage bio), le développement des jardins partagés et autogérés, des monnaies complémentaires pour favoriser les échanges locaux.

¹¹ Hopkins R., 2014. *Ils changent le monde ! 1001 initiatives de transition écologique*, Paris, Seuil (traduit de *The power of just doing stuff. How local action can change the world*, Cambridge [UK], Green Books, 2013).

Qu'elles soient plus réactives que propositionnelles (cas des mouvements sociaux anti-austérité) ou qu'elles ne mobilisent que peu les couches sociales les plus défavorisées (comme les villes en transition), ces expériences sont si parcellisées qu'elles ne parviennent guère à dresser un programme, bien que les collapsologues aient pour ambition de les fédérer et de leur donner un sens politique – qui prendrait la relève de la contestation de la « société de consommation ». C'est pourquoi les réflexions sur les modes de vie sont restées cantonnées aux pays industrialisés de longue date. Et c'est aussi pourquoi les considérations politiques ont prioritairement concerné ces mêmes pays occidentaux.

Des questions essentielles qui sont restées quelque peu en marge du débat

Le débat s'est développé entre les deux attracteurs de la transition vers une société postcroissance et de l'effondrement en cours. Il s'est de même focalisé sur ce qu'il conviendrait de faire ou sur les expériences innovantes dans les pays développés. Aussi, tout en ayant été traités dans quelques interventions, certains aspects importants de la dynamique actuelle et des enjeux d'une transition – ou d'une rupture – ont-ils été laissés en marge du débat : quels rapports à la nature, quel agir technique et quels rapports sociaux ?

Rapports à la nature

Il a été question de la biodiversité et ce que l'on en a dit a conforté la critique des illusions concernant la capacité de l'économie à internaliser les externalités. Prélèvements excessifs, destructions systématiques des « nuisibles », déboisement des forêts tropicales et équatoriales, pollutions d'origine agricole et industrielle, fragmentation des habitats par l'urbanisation et les infrastructures, toutes ces causes enchevêtrées conduisent, en effet, à une érosion de la diversité biologique, à tel point que des scientifiques ont avancé que l'on est en présence d'une sixième extinction de masse, qui excéderait, par son rythme, celles qui sont intervenues au cours de l'évolution. Pour y faire face, il est admis, tant par la plupart des économistes que par certains protecteurs de la nature, qu'il suffirait que l'économie « internalise les externalités » environnementales, ce qui revient à accorder une valeur monétaire aux biens (et aux milieux) naturels, comme s'il s'agissait de marchandises appropriables et échangeables. Le capitalisme financier est d'ailleurs en train de tirer parti de cette stratégie en confiant aux marchés la régulation de droits à détruire ou altérer des milieux naturels. Or, l'efficacité de ces dispositifs financiers est pour le moins douteuse (les banques de compensation concernant les habitats ou les espèces

n'ont protégé que marginalement certains milieux ou certaines espèces) : ils n'ont en rien freiné le déboisement des forêts tropicales humides et reviennent souvent à accepter la détérioration de l'environnement naturel dans des lieux de relégation environnementale au profit d'espaces mieux préservés.

Si l'on s'est certes préoccupé de la biodiversité, et si l'on a dénoncé les illusions de la marchandisation de la nature et des services écosystémiques, ce fut d'un point de vue anthropocentrique. Si bien que, parmi les nombreux échanges concernant le changement climatique, il a été question du sort des humains, mais pas de celui des non-humains qui sont tout aussi vulnérables, ni des façons dont on pourrait faciliter (et non entraver) leur adaptation par migration (en latitude ou altitude) vers des lieux plus cléments.

Rapports à la technique

Si les rapports techniques à la nature ont été longtemps considérés comme moralement neutres, c'est, selon Hans Jonas, en raison d'interventions techniques qui ne la perturbaient que provisoirement : inépuisable, la nature absorbait l'agir humain. Tel n'est plus le cas de nos jours : la puissance acquise par l'ensemble des techniques contemporaines met l'humanité en face d'une responsabilité considérable puisqu'elle est en mesure de rendre la Terre inhabitable¹². Les limites de la planète, tout comme la perspective d'un effondrement, invitent donc à examiner la question de l'agir technique et de se demander s'il convient en la matière d'en faire moins ou de faire autrement. Que pourrait signifier faire autrement ? Doit-on se satisfaire d'adopter une attitude de low-tech ? Peut-on imaginer des techniques sobres en énergie qui, tout en étant efficaces, respectent la nature et en utilisent les processus ? Néanmoins, en dehors de deux interventions, de quelques allusions à l'agriculture biologique et à la permaculture, et d'un après-midi consacré à la visite d'une ferme expérimentale, il en fut peu question à Cerisy et, si les enjeux concernant la dynamique technologique qui correspond à celle du capitalisme, ont été évoqués, ils n'ont guère été débattus. Globalement, les façons de faire ont été relativement peu abordées, les échanges s'étant focalisés sur les manières d'être.

Rapports sociaux : des inégalités et des injustices

Supposons que le système soit en mesure de s'adapter à un monde sans croissance, en développant certains secteurs de l'économie (qui, eux, continueront à croître – une croissance verte) et en laissant s'effondrer

¹² Jonas H., 1979. *Das prinzip verantwortung*, Franckfurt am Main, Insel Verlag, trad. fr. : *Le principe responsabilité*, Paris, Le Cerf, 1990.

les autres, cela se traduira d'autant plus par une aggravation des inégalités que l'absence de croissance limitera les transferts sociaux. C'est la raison pour laquelle la question des inégalités est au cœur de la réflexion sur ce que peut être une économie sans croissance.

Or, les inégalités sont conjointement sociales et environnementales : non seulement il y a conjonction entre la misère sociale et la vie dans des environnements dégradés ou menaçants, mais les couches sociales dominantes ont un impact particulièrement fort sur la détérioration de l'environnement. Les relégations sociales et environnementales se renforcent mutuellement, et ne se creusent pas seulement par le bas, mais aussi par le haut¹³. Devenant des ressources rares et enviées, les milieux les plus sains, les plus sûrs, et les paysages les plus aimables sont prioritairement accessibles aux riches.

Conjointement, les différents pays et les différentes couches sociales de chacun d'entre eux ne pèsent pas du même poids sur la Terre. On estime ainsi qu'au niveau mondial, les 10 % les plus riches sont, par leur consommation, leur mode de vie et leurs pratiques économiques, responsables de 50 % des émissions de gaz à effet de serre.

C'est parce que les inégalités d'exposition et les inégalités d'impact se combinent qu'il y a injustice. C'est particulièrement vrai pour le changement climatique. Les populations humaines qui ont déjà (et auront encore) le plus à en souffrir (Bengale, atolls du Pacifique, régions tropicales ou subdésertiques) sont celles qui, vivant dans des pays non industrialisés, ont le moins contribué à l'effet de serre. N'y a-t-il pas là une injustice qui devrait inviter à des mesures de solidarité ? Quant à la diminution des émissions de CO₂, elle suppose des efforts d'investissement et des sacrifices. Or, les populations humaines sont inégalement capables de consentir ces efforts et de faire ces sacrifices. Se pose alors la question de la juste répartition des contraintes et de la solidarité, alors que les politiques environnementales qui se négocient conduisent soit à peser plus lourdement sur les individus de condition modeste (cas des taxes sur le carbone), soit à inviter les pays qui en ont les moyens (c'est-à-dire les vieux pays industrialisés) à délocaliser au Sud leurs industries les plus polluantes et les plus fortes émettrices de CO₂, et à déverser leurs déchets chez ceux qui n'ont plus qu'à les stocker ou à les recycler (y compris les pays émergents qui, dans l'objectif de maintenir une forte

croissance économique, n'hésitent pas à recycler les ordures du monde occidental).

Conclusion : de la collapsologie

Comme celui de Jean-Pierre Dupuy¹⁴, le catastrophisme qui s'est exprimé à Cerisy est justifié par des arguments rationnels. Mais, à la différence de Dupuy qui, suivant en cela Hans Jonas et Günther Anders, énonce une « prophétie de malheur » pour que le malheur n'arrive pas (afin que, des dirigeants aux citoyens, tout le monde fasse tout pour l'éviter), les collapsologues de Cerisy considèrent que l'effondrement est inévitable. L'enjeu n'est donc pas d'anticiper la catastrophe, mais d'inventer les moyens de s'y adapter. La force de séduction du catastrophisme, c'est qu'il donne un sens à l'histoire (que ce soit pour repousser la catastrophe comme Jonas et Dupuy, ou pour s'y adapter), celui d'un nécessaire effondrement du monde tel qu'il va, et sur les décombres duquel les survivants devront bien inventer une autre façon de vivre. Le catastrophisme (et l'interprétation de la notion d'anthropocène qui en est solidaire) serait-il le nouveau grand récit d'un monde désenchanté ? L'annonce de l'avenir sinistre qui nous attend a-t-elle remplacé les grandes promesses des lendemains qui chantent ? Un tel récit est-il susceptible d'inviter les citoyens à s'engager pour s'opposer au *business as usual* ?

On peut cependant remarquer que, si la catastrophe est posée comme un destin, nul ne sait quand elle adviendra. On peut fort bien être convaincu qu'elle est certaine et même qu'elle est proche, sans que cela implique que le temps qui s'écoule sans qu'elle advienne encore la rende plus imminente. Qu'elle n'ait pas encore eu lieu ne la rend ni plus proche, ni plus lointaine (comme c'est le cas des crues centennales). Or, cette situation d'imminence constante incite bien plus à ne pas changer de comportement et donc au *business as usual*, qu'à mobiliser toute son énergie pour affronter les tendances lourdes de la société. Il y a une curieuse convergence entre le TINA (*There Is No Alternative*) des politiques libérales à la Thatcher et l'idée de la contraction politique faisant disparaître les possibles (et donc toute alternative) de la vision catastrophiste. Le catastrophisme peut avoir même des effets pervers, allant à l'encontre de la mobilisation pour éviter le pire : le fatalisme ou la fuite en avant. Si la catastrophe est inévitable, si elle est déjà là, alors autant jouir du présent, et en jouir sans entrave. De son côté, l'oligarchie politico-financière peut conclure de cette certitude que, si l'humanité a été capable de détraquer le climat, elle peut aussi bien se doter des moyens de le contrôler. Le catastrophisme peut ainsi se recycler en fantasme de toute

¹³ C'est ce qui explique les mouvements de « justice environnementale » qui se sont développés à partir des années 1980 d'abord aux États-Unis, puis dans différents pays. Mais aussi l'évolution qui fut celle de conflits sociaux dans des quartiers défavorisés de Roubaix qui, au fil du temps, sont passés de luttes contre le chômage et les injustices sociales à une lutte qui aspire à une justice conjointement sociale et environnementale (pourquoi les écoquartiers seraient-ils réservés aux riches ?).

¹⁴ Dupuy J.-P., 2002. *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil.

puissance. C'est ce qui se manifeste dans l'émergence et le développement des projets de géo-ingénierie. Et ce n'est sans doute pas un hasard si l'un des promoteurs de l'anthropocène, Paul Crutzen, a fini par se ranger parmi les « apprentis sorciers du climat¹⁵ ».

A-t-on enfin besoin d'un destin catastrophique pour militer en faveur d'un arrêt de la course à la croissance, à la compétitivité et au productivisme ; pour s'engager individuellement et collectivement dans une vie plus égalitaire et plus sobre, pour un respect de la nature ; pour expérimenter une transformation des rapports sociaux, des modes de vie, des façons de produire, de sorte à insérer ses actions dans le monde en tenant le plus grand compte de leur environnement naturel et social ? Après tout, les citoyens qui expérimentent d'autres manières de vivre et d'habiter en ville ne se sont pas engagés par conviction catastrophiste, mais pour vivre autrement et pour mieux vivre¹⁶.

Un intervenant a avancé que le catastrophisme, et la sobriété heureuse dont il se réclame, est « l'art d'accommoder les rêves », de les systématiser par un récit et de leur donner un sens et une portée politique. Peut-être, mais pourquoi ne construire ce récit qu'à partir des expériences alternatives du monde occidental ? Accéder à la politique ne supposerait-il pas, en la matière, de prendre en considération l'ensemble des réactions et des aspira-

tions dans un monde dont les pays sont inégalement responsables de la situation et les populations inégalement vulnérables ? Donner au catastrophisme une dimension politique n'aurait-il pas au moins supposé qu'il soit question des migrants climatiques et de la solidarité qu'il serait juste que leur manifestent les pays qui ont le plus contribué au changement climatique ?

Serait-ce que, comme l'a remarqué un intervenant, citant Fredric Jameson : « De nos jours, il semble plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme¹⁷ » et que la radicalité du discours catastrophiste en porte la marque ? Envisager le pire en faisant abstraction de toute dynamique sociale et politique remettant en question le fonctionnement du capitalisme, n'est-ce pas déboucher nécessairement sur un horizon autoritaire des politiques ? Prendre la mesure de la situation actuelle et de la crise systémique dans laquelle sont engagées les dynamiques économiques, technologiques, sociales et démographiques suppose-t-il un nouveau grand récit donnant sens à l'histoire, ou bien d'admettre qu'il n'y a plus de sens à l'histoire et que nous sommes confrontés à une pluralité d'histoires possibles entre lesquelles il nous reste la liberté de choisir – ce qui ne sera pas une mince affaire ?

¹⁵ Hamilton C., 2013. *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, Paris, Seuil (traduit de *Earthmasters. The dawn of the age of climate engineering*, New Haven, Yale University Press, 2013).

¹⁶ Il en est de même des paysans rassemblés dans les réseaux d'agriculture durable qui ont décidé de rompre avec l'agriculture productiviste, de développer des systèmes de production utilisant au maximum les fonctionnalités naturelles, de diminuer les pollutions et de s'engager dans des AMAP (lorsqu'ils le peuvent).

¹⁷ Jameson F., 2003. *Future city*, *New Left Review*, 21, May-June, <https://newleftreview.org/II/21/fredric-jameson-future-city>.